

Accord-cadre de service de restauration pour les patients et le personnel des établissements de l'UGECAM IDF

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Numéro de consultation : 23-UG07-13

SOMMAIRE

Article 1 -	Identification	3
Article 2 -	Objet des marchés	3
Article 3 -	Allotissement	3
Article 4 -	Forme et étendue des marchés	4
Article 5 -	Durée de l'accord-cadre.....	4
5.1	Cadre général.....	4
5.2	Reconduction de l'accord-cadre	4
Article 6 -	Fractionnement des prestations	5
Article 7 -	Lieu d'exécution	5
Article 8 -	Documents contractuels	5
Article 9 -	Marchés de prestations similaires	5
Article 10 -	Modalités d'exécution des prestations	5
10.1	Représentation des parties	5
10.2	Conditions d'exécution	6
10.3	Obligation du titulaire.....	9
10.4	Responsabilité du titulaire	10
10.5	Considérations sociales.....	10
10.6	Considérations environnementales	10
10.7	Secret professionnel et médical	11
10.8	Clause de réexamen	11
10.9	Valorisation des ordres de service.....	12
10.10	Constatation de l'exécution des prestations	12
10.11	Pénalités	12
Article 11 -	Régime financier	15
11.1	Forme et contenu des prix	15
11.2	Variation des prix.....	15
11.3	Avances	16
11.4	Modalités financières	17
11.5	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	19
11.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	19
Article 12 -	Dispositions diverses	20
12.1	Echanges dématérialisés	20
12.2	Sous-traitance	20
12.3	Propriété intellectuelle	21
12.4	Assurances	21
12.5	Autres obligations administratives	22
12.6	Résiliation.....	22
12.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	23
12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	23
12.9	Différends	26
12.10	Litiges et contentieux.....	26
Article 13 -	Déroptions au CCAG.....	26

Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par l'UGECAM ILE DE FRANCE

Article 2 - Objet des marchés

L'accord-cadre a pour objet la confection, la fourniture et la livraison de repas pour les patients et le personnel des établissements de l'UGECAM IDF.

Selon le lot correspondant et les contraintes de l'établissement, la prestation consiste à :

- Confectionner les repas selon la méthode dite de restauration d'assemblage en liaison froide
- Confectionner les repas depuis une cuisine centrale disposant d'un agrément CE ou en cours d'agrément,
- Assurer la gérance de la cuisine, comprenant la livraison des repas en liaison froide par une cuisine extérieure et la production des repas
- Assurer la livraison quotidienne des repas en liaison froide,
- la prise en charge des approvisionnements (en liaison froide),
- la fourniture et la distribution de l'ensemble des repas (matin, midi, goûter, etc...) en fonction des éléments prescrits dans le CCTP
- la fourniture sous forme de dotation des éléments constitutifs des petits-déjeuners et gouters
- le fonctionnement de la cuisine permettant sa pérennité,
- la qualité des prestations,
- la formation du personnel de cuisine appartenant à sa société dans le respect de la méthode HACCP.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale :

55510000 - Services de cantine

55520000 – Services de traiteur

La description des prestations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

Article 3 - Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Fourniture et préparation sur place de repas selon la méthode dite de cuisine d'assemblage en liaison froide pour l'ESSR Le Prieuré
2	Fourniture et livraison de plats en liaisons froides pour la Maison d'accueil spécialisé Phoenix

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 4 - Forme et étendue des marchés

Chaque lot constitue un marché mixte comprenant une partie forfaitaire et une partie à prix unitaire sous forme d'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est mono-attributaire donc passé avec un seul opérateur économique.

L'émission des bons de commande s'effectuera au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. En revanche, les bons de commande émis pendant la durée de validité du contrat pourront être exécutés au-delà.

Les bons de commande précisent les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. Ils s'effectuent sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités prévues par l'accord-cadre.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum défini par lot et par an :

Lot 1 : 3 900 000 euros HT

Lot 2 : 3 900 000 euros HT

Article 5 - Durée de l'accord-cadre

5.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

Numéro de lot	Durée globale du marché public
1	Un an reconductible pour des périodes d'un an, sans que la durée globale ne dépasse quatre ans
2	Un an reconductible pour des périodes d'un an, sans que la durée globale ne dépasse quatre ans

La durée de l'accord-cadre court à compter :

- à compter du 1^{er} février 2024 pour l'ESSR Le Prieuré
- à compter du 2 décembre 2023 pour la MAS Phoenix

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

Il est reconductible chaque année par voie tacite, pour des périodes d'un an, sans que la durée globale ne dépasse quatre ans. Il est résiliable chaque année. La résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception au moins trois mois avant la date anniversaire du marché.

Reconduction anticipée :

Dans le cas où le seuil maximum du marché serait atteint avant la fin de l'année d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément par anticipation.

Il en résulterait que la nouvelle période contractuelle débiterait à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de reconduction anticipée, pour une durée d'un an de date à date.

La reconduction anticipée serait notifiée dans le courant du mois civil suivant le fait générateur sus visé.

Dans ce cas d'espèce la durée globale du marché s'en trouverait proportionnellement réduite, sans que le prestataire puisse élever une quelconque réclamation ni prétendre à aucune indemnité.

Article 6 - Fractionnement des prestations

Le fractionnement des prestations en tranches ne s'applique pas dans le présent accord-cadre exécuté en partie par l'émission de bons de commande et en partie par l'exécution de prestations forfaitaires.

Article 7 - Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont précisés en annexe du cahier des clauses techniques particulières.

Article 8 - Documents contractuels

Pour chaque lot, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes (bordereaux de prix) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
5. L'offre technique et financière du titulaire ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

Article 9 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 10 - Modalités d'exécution des prestations

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au à l'article 3.4 CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai sept jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

10.2.2 Ordres de service

En complément des articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS, les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par l'acheteur au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre.

10.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, est requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, ...)
- la date d'émission du bon de commande
- le numéro de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code de gestion de l'établissement)

- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence de l'accord-cadre

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, par dérogation à l'article 3.7.2 CCAG de référence, les notifier à l'acheteur dans un délai de trois jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les cinq jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de trois jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

NB : cet article déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

10.2.4 Pilotage

Pour chaque lot, Le(s) titulaire(s) transmet(tent) à l'acheteur à une fréquence semestrielle un état de son/leur activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend pour chaque établissement :

- Bilan social
- Suivi du plan de formation
- nombre de repas patients
- nombre de repas personnel de l'établissement
- nombre de menus par saison
- nombre de menus festifs sur la période
- liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant,
- nombre d'avoir émis
- nombre de factures rejetées
- nombre et objet des anomalies relevées par le titulaire et par l'établissement
- fréquence de produits proposés sur la période

Le titulaire/Les titulaires fournit/fournissent à l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution. Le titulaire/Les titulaires est/sont tenu(s) de transmettre toutes les données attendues dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il

exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 100 euros par manquement constaté.

10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Au début du marché, notamment dans le cadre de l'inventaire des équipements :

- procès-verbal contradictoire validé par l'établissement et le titulaire des équipements, matériels et/ou objet confiés et état de vétusté
- mise à jour au cours de l'exécution du marché et dans le cadre de la commission de marché

Le titulaire doit les restituer dans les conditions suivantes :

- programmation d'un rendez-vous de restitution des équipements
- procès-verbal contradictoire validé par l'établissement et le titulaire des équipements, matériels et/ou objet confiés et état de vétusté

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

10.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant mandataire doit assurer les compétences nécessaires à la réalisation des tâches essentielles suivantes :

- Réalisation de la prestation (approvisionnement des denrées, production des repas, gérance de la cuisine)
- Pilotage de l'exécution (participation aux commissions notamment)

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- Réalisation de la prestation (approvisionnement des denrées, production des repas, gérance de la cuisine)
- Pilotage de l'exécution (participation aux commissions notamment)

10.3 Obligation du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de deux ans après la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Loi EGALIM
- Considérations sociales

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial. Il est conseillé au titulaire de s'appuyer sur les modalités développés par le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire : <https://ma-cantine.agriculture.gouv.fr/accueil/>

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement.

Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès (ex : les objectifs ; les indicateurs de mesure ; les actions à la charge du titulaire ; les actions à la charge de l'acheteur ; les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ; le calendrier prévisionnel de chacune des actions ; les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers).

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

10.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Ces mesures de sécurité sont propres à chaque établissement et font l'objet d'une intégration dans la plan de prévention et de sécurité rédigé entre l'établissement et le titulaire au démarrage du marché.

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Considérations sociales

Pour la totalité du marché, le titulaire réalise obligatoirement une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières conformément à l'article L.2112-2 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics.

Dans ce cadre, l'établissement et le titulaire s'engage à réaliser un travail avec le facilitateur des clauses sociales afin de définir un nombre d'heures réalisables dans le cadre du marché.

A l'issue de chaque année d'exécution du marché, un bilan de cet engagement est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion dans l'entreprise et adapter si nécessaire les modalités.

10.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

10.7 Secret professionnel et médical

Le titulaire du marché s'engage pour son personnel à respecter le secret professionnel concernant les patients et/ou les résidents dont il pourra être amené à connaître des situations personnelles et concernant d'une manière générale toute information relative à l'établissement. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire du marché et s'applique à toutes les informations relatives à l'Organisme qu'il a recueillies à l'occasion de l'exécution du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, information et documents éventuellement mis à la disposition du titulaire du marché à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire du marché et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché. Le présent marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'Organisme, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- À informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- À prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

L'Organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile, afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire du marché que par les sociétés sous-traitantes. Le titulaire du marché, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public ou s'il en avait connaissance ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

10.8 Clause de réexamen

Le marché pourra être modifié conformément à l'article R2194-1 du code de la commande.

A ce titre, le BPU peut être complété pendant la vie du marché, sous réserve que ce bordereau supplémentaire ne vienne pas bouleverser l'économie générale du marché. Notamment, le bordereau des prix unitaires peut-être complété en cas de survenance d'un besoin de fournitures et/ou de services pour

lesquels le marché ne prévoit pas de prix. Ils seront établis par devis selon les prestations demandées, et approuvées par le pouvoir adjudicateur.

Les prix ainsi établis selon devis seront réputés en vigueur au jour d'exécution des prestations et ne pourront donner lieu à révision.

Les parties pourront se rencontrer également en vue d'examiner :

- l'opportunité d'adapter leur situation contractuelle à d'éventuelles modifications des éléments caractéristiques du marché, notamment en cas de hausse exceptionnelle du coût des matières premières, des coûts logistiques ou de difficultés d'approvisionnement.
- La formule de révision de prix pourra faire l'objet d'un avenant modificatif en cas de non-conformité des indices liée à l'évolution du contexte économique.
- l'intégration de tout autre établissement de l'UGECAM ILE-DE-FRANCE.
- En cas de travaux de rénovation de la cuisine des établissements permettant sa mise en service, le marché pourra être modifié quant au mode de confection, livraison et distribution des repas.

10.9 Valorisation des ordres de service

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

10.10 Constatation de l'exécution des prestations

10.10.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG FCS.

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

10.10.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG FCS.

10.10.3 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

10.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

10.11.1 Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation au CCAG FCS, et en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

Management opérationnel

Incomplétude des compétences et/ou du nombre d'ETP nécessaire au fonctionnement de la prestation : cent cinquante (150) euros HT

Absence sur site du chef gérant de plus de 24 heures : cent (100) euros HT

Non-respect des horaires d'ouverture ou de fermeture du restaurant :

- Pour tout retard d'ouverture du restaurant du fait du titulaire, il est fait application sans mise en demeure préalable des pénalités suivantes :

- Un quart d'heure de retard : cent cinquante (150) euros HT

- Au-delà d'un quart d'heure jusqu'à une demi-heure de retard : trois cents (300) euros HT ;

- Au-delà d'une demi-heure jusqu'à une heure de retard : mille cinq cents (1 500) euros HT.

- Pour toute fermeture anticipée du restaurant du fait du titulaire, il est fait application sans mise en demeure préalable des pénalités suivantes :

- Fermeture anticipée d'un quart d'heure : cent cinquante (150) euros HT ;

- Fermeture anticipée de plus d'un quart d'heure jusqu'à une demi-heure d'avance : trois cents (300) euros HT ;

- Fermeture anticipée de plus d'une demi-heure jusqu'à une heure d'avance : mille cinq cents (1 500) euros HT.

Programme alimentaire

- Absence de réussite de la phase de test d'un mois après démarrage de la prestation : 1000 euros
- Pénalités concernant le plan alimentaire : en cas d'inadaptation ou le manque de mise à jour : 200 euros HT

En cas de non-respect des engagements sur la composition des repas, sur la variété des plats, des pénalités sont appliquées et perçues, sur la base d'un montant forfaitaire de 100 euros HT par constat de non-conformité.

- En cas de réitération sur un même mois, les pénalités seront doublées.
- En cas de non-respect des grammages, des pénalités sont appliquées et perçues, sur la base d'un montant forfaitaire de 100 euros HT par contrôle. La vérification des grammages se fait en présence du titulaire.
- S'il est constaté de manière contradictoire, qu'un produit alimentaire utilisé ne correspond pas aux spécificités qualitatives et quantitatives contractuelles, des pénalités sont appliquées et perçues, sur la base d'un montant forfaitaire de 200 euros HT par anomalie

Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité

En cas de non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes : cent cinquante (150) euros HT.

En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes : cent cinquante (150) euros HT.

Absence de communication sur les produits utilisés : l'absence d'affichage et de communication par voie électronique des éléments demandés implique une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, qui est appliquée, sans mise en demeure préalable.

Non-respect des obligations d'approvisionnement en produits alimentaires de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique•

En cas de non-respect par le titulaire des obligations d'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique, et hors cas de force majeure rendant impossible l'approvisionnement en ces produits, une pénalité d'un montant correspondant à une somme forfaitaire de 5 % du montant des achats des produits concernés, est appliquée.

Le non-respect de l'obligation est constaté à la réception des commandes en cas d'absence d'étiquetage adéquat sur les produits concernés et d'absence de mention sur les bons de livraison du caractère de qualité, durable ou issu de l'agriculture biologique des produits.

En cas de retard supérieur à un (01) mois après la demande écrite de le pouvoir adjudicateur dans la transmission par le titulaire des éléments de facturation permettant d'attester du respect de l'obligation d'approvisionnement en produits durables et de qualité et en produits issus de l'agriculture biologique, une pénalité de cent (100) euros HT jour de retard est appliquée.

En cas de non-transmission avérée de ces mêmes éléments de facturation, le retard supérieur à trois (03) mois après la demande écrite du pouvoir adjudicateur, une pénalité correspondant à 5 % du montant d'achat des produits concernés est appliquée.

Absence aux réunions programmées

En cas d'absence non motivée aux réunions auxquels le titulaire est dûment convoqué par l'établissement public, une pénalité égale à deux cents (200) euros HT par absence sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes annuel du marché.

Retard dans la remise des documents de traçabilité :

Compte-rendu d'incidents, rapport trimestriel, rapport annuel : 150 € Par semaine de retard.

NB : cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

Article 11 - Régime financier

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires conformément aux stipulations de l'acte d'engagement et par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées dont le contenu est détaillé ci-après.

Notamment, les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.2 Variation des prix

Les prix du présent accord-cadre figurant dans les bordereaux de prix en annexes de l'acte d'engagement (ATTRI 1) sont révisables annuellement, en cas de reconduction, à la date anniversaire de notification du présent accord cadre, par application de la formule suivante :

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. A partir de la deuxième année, la valeur des prestations sera révisée tous les 6 mois selon la formule suivante :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 par dérogation au CCAG de référence, correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 10/2023 ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0).

$$P = P_o \times (0,15 + 0,30 \times \frac{A}{A_o} + 0,45 \times \frac{S}{S_o} + 0,10 \times \frac{I}{I_o})$$

dans laquelle :

- P = Le prix révisé
- P_o = Le prix initial

- Ao = Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages, France, base 2015 - Nomenclature Coicop 11.1.2 Cantines (Identifiant : 1763786) au mois de juin 2022.
- A = Valeur de ce même indice au mois de juin 2023 pour la première révision puis valeur de cet indice au mois de juin 2024 pour la seconde.
- So = Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages, France, base 2015 – Alimentation (Identifiant : 1759963) au mois de juin 2022.
- S = Valeur de ce même indice au mois de juin 2023 pour la première révision puis valeur de cet indice au mois de juin 2024.
- Io = Indice du coût du travail - Salaires et charges - Dans le secteur : Hébergement, restauration NAF rév. 2 section I (Identifiant 1565147) paru au Bulletin Mensuel des Statistiques au 1er trimestre 2022.
- I = Valeur de ce même indice au 1er trimestre 2022 pour la première révision puis valeur de cet indice au 1er trimestre 2023 pour la seconde.

Le titulaire propose au plus tard un mois avant la date de révision prévue (par courrier recommandé ou par mail avec accusé de réception), les nouveaux bordereaux de prix.

Lorsqu'il procède à la révision des prix, le titulaire transmet à l'UGECAM une révision de tous les tarifs objets du présent marché annexés à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième inférieur.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Pour la mise en jeu de la clause de variation de prix, le Titulaire adressera un bordereau des prix révisés. Ce bordereau comprend les indices de révision et formules de calcul.

La formule de révision de prix pourra faire l'objet d'un avenant modificatif si pendant la durée du marché un ou plusieurs indices se révèlent être inadaptés par rapport aux prestations.

L'augmentation annuelle du prix après révision (P) telle que définie au présent article, sera toutefois plafonnée à 3% par rapport au dernier prix révisé (P0). Par ailleurs, les parties conviennent que pour le cas où l'application de cette formule aurait pour effet que le prix après révision (P) soit inférieur au dernier prix révisé (P0), les effets de la formule ne seront pas neutralisés sauf à ce que l'évolution des conditions économiques soit telle qu'elle remettrait en cause l'économie globale du marché. Les parties se rencontreront alors afin de fixer d'un commun accord le nouveau montant du marché.

11.3 Avances

Une avance pourra être accordée si les prestations conclues à prix forfaitaire dépassent 50 000,00 € HT annuellement.

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

L'avance correspond à 5 % (20 % si PME) du montant total HT annuel de la DPGF.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du

marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique sa volonté d'accéder ou non au régime des avances lors de la remise de son offre, conformément à la réglementation en vigueur dans la limite de chaque bon de commande.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Répartition des paiements

Par dérogation à l'article 11 du CCAG, les prestations seront réglées mensuellement.

Les prestations à prix forfaitaire objet du marché seront réglées à terme échu mensuellement et forfaitairement. Chaque acompte mensuel correspond au 1/12 des forfaits annuels tels que ceux-ci figurent dans l'acte d'engagement.

Les prestations à la commande en application du bordereau de prix unitaires ou supplémentaire hors bordereau de prix seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande et feront l'objet de factures spécifiques.

▪ Prix payé par l'Usager (self-service)

Le titulaire encaissera le prix des repas avec le système d'encaissement badges qu'il aura mis à disposition de l'établissement.

Chaque usager crédite son badge soit à la caisse au moyen de carte bancaire ou en ligne sur le site proposé par le titulaire ou par tout autre moyen proposé au présent marché.

Les repas sont délivrés aux usagers contre débit du prix du plateau sur le badge.

Chaque opération fait l'objet de la délivrance d'un ticket de caisse. Le prix correspond au coût des denrées ainsi qu'à la prise en compte :

- du droit d'admission dont le montant est fixé par l'UGECAM
- du type de catégories d'usagers (le cas échéant, subvention déterminée par l'indice de rémunération des personnels fonctionnaires ou des subventions accordées par les autres organismes).

Ces deux derniers éléments feront l'objet d'une information préalable du titulaire.

▪ Prix payé par l'UGECAM

Le prix payé par l'établissement correspond à la part des frais fixes qui n'est pas payée par les usagers.

11.4.2 Comptable assignataire

Le comptable assignataire est Madame la Directrice comptable et financière de l'UGECAM IDF.

11.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité

forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Ainsi, en cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

11.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Le titulaire produira des factures pour chaque établissement. Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Sans objet.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire procède au dépôt de sa facture sur le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **15 jours** à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent **50 %** de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

11.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance

n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 12 - Dispositions diverses

12.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique. Chaque établissement communiquera la (les) adresse(s) de messagerie pour effectuer ces échanges.

12.2 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

12.3 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre ne fait pas application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

12.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.
Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire :

- soit par la plateforme en ligne e-attestations
- soit par la boîte aux lettres fonctionnelle siege.patrimoine.achats.ug-idf@ugecam.assurance-maladie.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 Résiliation

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la

commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire annuel hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%. Aucune indemnité ne sera accordée sur la partie accord-cadre.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

- Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

- Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

- Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

- Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot concerné de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

- Indemnisation

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

- Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire sera défini dans ce cadre.

- Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (**article 46.2 CCAG FCS**) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

12.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal judiciaire de Bobigny

173 avenue Paul Vaillant Couturier
BOBIGNY
93008 BOBIGNY

Téléphone : 0148951393
Courriel : tj1-bobigny@justice.fr
Télécopie : 0148951585

Article 13 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
11.1.2	3.4	Représentation du titulaire
11.2.3	3.7.2	modification du délai de notification des observations suite à la réception d'un bon de commande
11.13	14	Pénalités
12.4.1	11.1.2	acomptes
13.3	34 à 37	l'accord-cadre ne fait pas l'objet de prestations intellectuelles.
13.6	38	Résiliation pour intérêt général